

En difficulté, la presse régionale pourrait être aidée davantage. En attendant un nouveau système

L'avenir des médias est en marche

« GUILLAUME CHILLIER

Journalisme » Souffler un peu avant d'entrevoir l'avenir sereinement? Oui, pense la commission des télécommunications du Conseil des Etats. Pour elle, il faut rapidement une aide accrue aux médias du pays avant de s'accorder sur un nouveau système de soutien qui chasserait l'actuel, devenu poussiéreux. En ce début de semaine, elle a décidé d'aller de l'avant avec trois propositions déposées peu après le large «non» populaire à un paquet d'aides aux médias trop gourmand, en février 2022.

«C'est un très bon signal. Tout le monde était conscient qu'après ce vote, nous n'avions rien résolu. La détérioration de la situation des médias s'est encore accélérée alors qu'ils sont indispensables non seulement au débat démocratique, mais à la vie culturelle, sociale et sportive des régions», commente Isabelle Chassot (centre).

«Eléments incontestés»

Concrètement, les trois initiatives parlementaires reprennent des «éléments incontestés» du paquet refusé. La sénatrice fribourgeoise est l'auteure d'une des propositions et vise à soutenir la formation des journalistes, le Conseil suisse de la presse, organisme reconnu de la branche qui veille au respect de la déontologie, ainsi «qu'en priorité» l'agence de presse nationale.

«Celle-ci permet de renseigner 24 h sur 24 les médias nationaux et régionaux sur les événements se produisant en Suisse et donne aux différentes régions des informations fiables sur les autres. Il est primordial pour la cohésion nationale dans un pays fédéraliste et plurilingue comme la Suisse de comprendre sa diversité et la réalité de chaque canton», détaille la Fribourgeoise. Sa proposition a été acceptée par 8 voix contre 5.

Pour les radios et tés

Déposée par le PLR Philippe Bauer et approuvée à l'unanimité, la deuxième propose d'augmenter la part de la rede-



Souvent assurée par porteurs, la distribution matinale des journaux doit être soutenue. Charly Rappo-archives

vance qui revient aux télévisions et radios régionales, de 6% à 8%, contre 4% et 6% aujourd'hui. Pour lui, il est important de mieux soutenir ces diffuseurs présents sur le terrain et ancrés dans les régions. «Ils bénéficient d'une forte audience plus ciblée que celle des chaînes de la SSR», estime le sénateur.



«Il s'agit d'un investissement pour le futur»

Christine Bulliard-Marbach

La troisième s'attache enfin à augmenter l'aide indirecte à la presse régionale. Déposée par la centriste Christine Bulliard-Marbach, elle propose un soutien accru à la distribution postale des journaux (plus de 15 millions par an), la distribution matinale souvent assurée à l'interne (30 millions) et la presse associative et des fondations (10 millions). Le tout limité à une période transitoire de sept ans.

Le soutien proposé serait aussi limité aux petits et moyens journaux. «Les bénéficiaires seront les titres de presse avec un tirage moyen compris entre 1000 et 40000 exemplaires par édition», détaille Christine Bulliard-Marbach. Pour elle, c'est un point très important. «En février dernier, la population ne voulait pas donner d'argent à de grands journaux qui en ont déjà. C'est notamment pour cela que l'aide a été refusée.»

Question d'argent

Acceptée par 7 voix contre 4 (et deux abstentions), la troisième coûterait 55 millions de francs par an sur sept ans, soit

385 millions de francs. De quoi refroidir quelques élus? «Difficile à dire, rétorque Philippe Bauer. Plus généralement, nous sommes plusieurs à reconnaître qu'il faut repenser tout le système d'aide à la presse, mais que cela prend du temps. Dans l'intervalle, il faut trouver des solutions pour éviter de la casse.»

«Je vois ce montant comme un investissement pour le futur», défend pour sa part Christine Bulliard-Marbach. Selon elle, ces sept années doivent permettre aux petits médias de poursuivre leur transition numérique en gardant la tête hors de l'eau et sans abandonner les fidèles abonnés papier.

Isabelle Chassot poursuit: «De nombreux médias sont confrontés à des difficultés. Ils doivent accentuer leur présence numérique sans renoncer à leur lectorat papier, souvent plus âgé, alors même qu'ils sont confrontés à une baisse importante des recettes publicitaires. Il est essentiel durant cette phase de transition d'éviter un appauvrissement de l'information. Ce qui est perdu ne peut souvent pas être retrouvé.»

Vers du long terme

La proposition de Christine Bulliard-Marbach est la plus avancée, car désormais acceptée dans les deux commissions. Mais rien ne devrait bouger concrètement avant la fin de la législature cet automne.

Pour la commission, ces trois initiatives doivent surtout permettre de faire souffler les médias avant l'élaboration d'une nouvelle stratégie d'aide «s'inscrivant sur le long terme». La «grande réforme» est déjà en réflexion: le Conseil fédéral doit rédiger prochainement un rapport qui identifie de nouveaux modèles de soutien étatique destinés à «assurer durablement l'avenir du quatrième pouvoir».

Autre proposition: en janvier, la Commission fédérale des médias a présenté de nouveaux concepts. Son idée, en gros: repenser complètement l'aide aux médias sans distinction de support, pour autant que le contenu journalistique soit «pertinent pour la démocratie». »